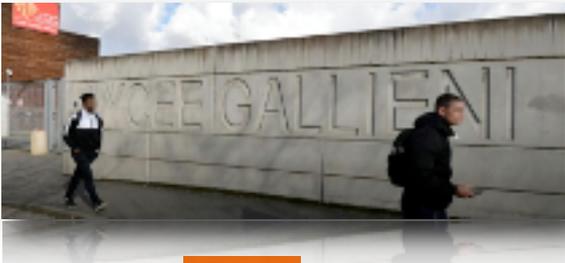


"On a très peur que ça finisse par un mort" : le témoignage choc d'une prof au lycée Gallieni de Toulouse

Au lycée professionnel Gallieni, à Toulouse, les enseignants sont en grève depuis décembre. L'établissement est gangrené par la violence : insultes, bagarres, trafic de drogues, armes introduites au lycée... Magali Gabaude, prof d'espagnol, nous livre depuis l'intérieur le témoignage saisissant d'une école abandonnée par la République.



Le lycée professionnel Gallieni vient d'accueillir en urgence un nouveau proviseur, envoyé par le ministère. - PASCAL PAVANI / AFP

Un lycée "en état de guerre", un appel au secours lancé par des profs en grève depuis décembre, des bagarres ultra-violentes au sein de l'établissement...

Depuis que *L'Express* lui a consacré sa une le 31 janvier dernier, le lycée professionnel Gallieni, à Toulouse, attire sur lui une lumière crue. "Profondément scandalisé" par le rapport de l'inspection générale sur la situation, le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a dépêché une "équipe expérimentée" dans l'établissement. Marianne a recueilli le témoignage de Magali Gabaude, professeure d'espagnol à Gallieni. Elle nous décrit un lycée sinistré, miné par un noyau dur d'élèves à problèmes et des abandons politiques successifs.

Marianne : Comment s'est passée votre arrivée à Gallieni ?

► *Magali Gabaude* : J'ai intégré le lycée il y a deux ans et demi et il m'a fallu une année entière pour m'adapter. Au début, j'étais en choc permanent parce que je n'étais pas habituée à rencontrer des comportements aussi problématiques dans ma classe. Ce qui m'impressionnait, c'était le fait que certains élèves ne possédaient pas du tout certains codes normalement communs à tout le monde : la communication, le respect... Il m'a fallu un an pour intégrer cette "nouveau" et décider de prendre le taureau par les cornes.

Quand on voit des élèves partir 3 mois puis revenir, on se doute qu'ils ont fait de la prison...

Quelle est l'atmosphère en salle de classe ?

► Les élèves s'interpellent très fort, s'agressent verbalement, s'insultent... Et quand je leur fais remarquer qu'ils s'expriment entre eux de manière très violente, ils me rétorquent : "Mais c'est normal ici Madame !" Il y a trop d'élèves à problèmes par classe : ce n'est pas la majorité mais à chaque cours, vous devez gérer plusieurs jeunes qui dorment sur la table, ne ramènent jamais leurs affaires, à qui il faut dire de manière répétée de ranger leur portable... Je ne me suis jamais vraiment sentie questionnée dans mon autorité, jamais sentie menacée par eux mais ils ne comprennent tout simplement pas l'autorité, ne peuvent jamais être contraints. Le cours est interrompu et parasité en permanence à cause de 4 ou 5 éléments, cela empêche une bonne entrée en matière des autres qui veulent travailler. Quand on voit des élèves partir 3 mois puis revenir, on se doute qu'ils ont fait de la prison. On voit aussi des élèves qui ont passé le week-end en garde à vue et reviennent en cours juste après en en parlant de manière très ouverte ! Ils ne sont pas tous "problématiques" mais certains ne viennent pas pour suivre des cours. Et nous, on est obligé de les accueillir.

N'est-il pas possible de faire de la discipline, d'exclure ces élèves problématiques de la classe ?

► C'est impossible : le manque de moyens, à tous les niveaux, rejaillit sur les cours et les possibilités des professeurs. L'an dernier, en raison des restrictions de personnel, nous manquions d'assistants d'éducation. Pour ne pas déborder nos collègues de la vie scolaire (personnels du lycée non-professeurs, ndlr), on nous a fait savoir qu'il faudrait désormais justifier l'incapacité de poursuivre son cours avant d'exclure le moindre élève de classe. Comme il n'y a plus de salle d'étude, on ne peut plus y mettre tous les élèves exclus ensemble... Ils ont donc créé une zone de surveillance dans le CDI, qui n'est pas prévu pour ça. Mais on ne peut pas y rassembler tous les perturbateurs ! Donc on nous incite à les garder en classe. La hiérarchie nous a également demandé de limiter le nombre de conseils de discipline car il y en avait trop à Gallieni.

Comment arriver à faire cours dans ces conditions ?

► Il arrive la même chose à tous les collègues qui arrivent ici la première année : ils tombent malades car ils somatisent... On craque, on pleure trop, les médecins nous disent d'arrêter, de nous reposer... Il faut accompagner les nouveaux, il faut les prévenir du contexte de Gallieni. Chacun trouve des astuces pour tenir. Moi, avant chaque journée au lycée, j'ai décidé de me dire : "Focalise-toi sur les élèves chouettes, sympas motivés, appuie-toi sur eux pour aller en cours et les accueillir avec le sourire".

Peu après mon arrivée, un soir de décembre, l'amicale des professeurs a organisé une soirée de repas pour Noël. Le fait de parler avec mes collègues d'autre chose que ce qui nous

accable tous les jours m'a donné, pour la première fois en trois mois, l'envie d'aller travailler au lycée le lendemain.

Des élèves qui veulent travailler dans le calme ont décidé de se battre avec ceux qui foutent le bordel. Ils n'en peuvent plus...

Qu'est-ce qui a provoqué la rupture et décidé les professeurs à se mettre en grève ?

► Depuis deux ans et demi que je suis ici, chaque année se produit un événement important, et on monte en tension. Il y a deux ans, plusieurs collègues ont été agressés physiquement. Puis il y a eu la bagarre entre des élèves et les forces de l'ordre, devant le lycée. Cette année, au mois de décembre, il y a eu un incident par jour. Des bagarres violentes ont éclaté, des élèves qui veulent travailler dans le calme ont décidé de se battre avec ceux qui foutent le bordel. Ils n'en peuvent plus, ces gamins, que 5 élèves absentéistes perturbent le cours dès qu'ils viennent. Il y a tout le temps des perturbateurs. Habituellement, les élèves calmes, on ne les entend jamais, ils attendent patiemment que le professeur fasse la discipline car c'est notre rôle. Là, ils se sont énervés. Cela a été très violent pour moi de les voir se révolter avec violence afin de pouvoir travailler.

Le lycée Gallieni a atteint un point de non-retour ?

► Chez les professeurs, on a tous senti qu'on n'irait pas plus loin car on atteindrait alors quelque chose qui marquerait un avant et un après : on a très peur que les violences finissent par un mort, que ce soit un prof ou un élève. La violence qui monte nous amenait vers l'irréversible : un trafic de drogue, impossible à juguler, s'est installé à l'intérieur de l'établissement. Plusieurs élèves, qui ne sont pas au lycée Gallieni pour de bonnes raisons, ont pris beaucoup de place. On n'avait pas les moyens de les contenir, ils imposaient leur loi. On a des élèves qui venaient en cours armés de poings américains, certains étaient munis d'armes blanches...

A quel moment un élève qui s'énerve contre un prof ou un camarade allait-il finir par sortir une arme ? On a eu très peur. On s'est dit : "On arrête, tout le monde doit le savoir, et puisque le rectorat ne nous entend pas..."

A quel moment un élève qui s'énerve contre un prof ou un camarade allait-il finir par sortir une arme ?

Comment une telle situation a-t-elle pu s'installer sans réaction de la hiérarchie ? Celle de Jean-Michel Blanquer, qui vous a envoyé une nouvelle équipe, est-elle suffisante ?

► La hiérarchie nous a toujours demandé de "faire avec" car ils ne nous donnent pas les moyens nécessaires. Tout le monde compte sur nous : les bons élèves pour faire preuve d'autorité, la vie scolaire pour ne pas exclure trop d'élèves, la direction scolaire pour qu'on jugule les élèves en classe et ne multiplie pas les conseils de discipline... A tous les niveaux de l'institution, on compte sur nous. Mais nous, on compte sur qui ? On n'a que nos familles pour nous remonter le moral.

On se sent abandonnés. Le DASEN (Jacques Caillaut, depuis remplacé, ndlr) a donné **une interview révoltante**, il s'est dressé contre les professeurs ! Jean-Michel Blanquer a tenu un discours de fermeté qui est positif. Mais nous avons besoin de moyens. Cela a été reconnu : le rapport des inspecteurs généraux sur le lycée est accablant, celui du comité d'hygiène et de sécurité également. Le ministre a décidé de changer le proviseur et le DASEN (directeur académique des services de l'Éducation nationale) mais ces gens-là ne sont pas des superhéros qui vont gérer à eux tout seuls la petite centaine d'élèves difficiles ! On ne peut plus travailler à flux tendu, à classes entières. On sait que c'est impossible de prélever des ressources au niveau du rectorat car les difficultés retomberaient sur les lycées professionnels d'autres villes. Mais on doit prendre des moyens sur les réserves ministérielles. Pourquoi ne le font-ils pas, alors que c'est possible ? Pour nous enlever les revenus de nos jours de grève, par contre, ils sont allés très vite !

Un élève m'a dit en cours : "Madame, vous nous dites qu'on est tous égaux, mais dans notre classe, il n'y a jamais eu de Marie, de Nathalie ou de Pierre..."

Comment le lycée Gallieni a-t-il pu être gangrené à ce point par la violence ?

► C'est un problème d'affectation. Il y a une volonté politique de mettre tous les élèves difficiles en bac pro ou en CAP à Gallieni. Un certain nombre d'élèves, qui sortent de prison, sont concentrés ici. Ils ne vont pas dans les lycées du centre-ville ! Or ce n'est pas parce qu'on va en prison et qu'on a dealé de la drogue qu'on a une vocation dans l'automobile (spécialité du lycée Gallieni, ndlr) !

Un lycée, c'est une micro-société. Ici, à Gallieni, on a une société "de seconde zone", de **banlieue difficile**. Les gamins ne grandissent pas dans un environnement de mixité sociale, comment voulez-vous qu'ils y croient ? Un élève m'a dit en cours : "Madame, vous nous dites qu'on est tous égaux, mais dans notre classe, il n'y a jamais eu de Marie, de Nathalie ou de Pierre. Que des Mehdi et des Abdelkader." Ils se sentent en marge, ne voient pas en quoi leur classe reflète la société française. Le problème de l'école, ce sont les conséquences

de politiques urbaines désastreuses. Nous soulevons des questions qui embêtent les politiques car ils sont dépassés par l'ampleur des dégâts et de ce qu'il faudra mettre en place pour revenir à l'équilibre. Les gens, eux, ont compris ce qu'on dénonce. On ira jusqu'au bout, on est extrêmement déterminés. C'est choquant car on a l'impression de lutter pour des choses évidentes : les gens ont besoin d'une école de qualité pour leurs enfants. On a envie de rappeler aux politiques que le fondement de leur métier, c'est d'agir, et qu'ils doivent nous donner les moyens de faire notre métier à nous, professeurs.

Lire aussi :

- Les réformes du ministre de l'Education Blanquer jugées par ceux qui font l'école